



### Sommaire

#### II *Communications*

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

##### **Commission européenne**

2018/C 407/01	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire M.8829 — Total Produce/Dole Food Company) <sup>(1)</sup> .....	1
2018/C 407/02	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire M.9048 — Delta Electronics/Delta Electronics Thailand) <sup>(1)</sup> .....	1
2018/C 407/03	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire M.9075 — Continental/CITC/JHTD/JV) <sup>(1)</sup> .....	2

#### IV *Informations*

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

##### **Commission européenne**

2018/C 407/04	Taux de change de l'euro .....	3
2018/C 407/05	Communication de la Commission conformément à l'article 4, du protocole n° 1 à l'accord intérimaire de partenariat économique entre l'Union européenne et les États d'Afrique orientale et australe, concernant la définition de la notion de «produits originaires» et les méthodes de coopération administrative — Cumul entre la République de Maurice et la République du Botswana, la République du Cameroun, la République de Guinée, la République du Kenya, le Royaume du Lesotho, la République de Madagascar, la République du Mozambique, la République de Namibie, la République des Seychelles, la République d'Afrique du Sud, le Royaume d'Eswatini, la République du Zimbabwe et les pays et territoires d'outre-mer du Royaume des Pays-Bas .....	4

2018/C 407/06	Communication de la Commission conformément à l'article 4, paragraphe 17, du protocole n° 1 à l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et les États de l'APE CDAA relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative — Notification de la liste des matières originaires d'Afrique du Sud qui ne peuvent pas être importées directement dans l'Union en franchise douanière et sans contingent, auxquelles le cumul prévu à l'article 4, paragraphe 2, du protocole n° 1 à l'accord UE-APE CDAA ne s'applique pas .....	5
2018/C 407/07	Communication de la Commission conformément à l'article 4, paragraphe 14, du protocole n° 1 à l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et les États de l'APE CDAA, relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative — Cumul entre l'Union européenne, les États ACP signataires d'un APE et les pays et territoires d'outre-mer prévu par l'article 4, paragraphes 3 et 7, du protocole n° 1 de l'accord UE-APE CDAA .....	8

---

**Rectificatifs**

2018/C 407/08	Rectificatif à l'état des recettes et des dépenses de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL) pour l'exercice 2018 (JO C 108 du 22.3.2018) .....	9
---------------	---	---

## II

*(Communications)*COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET  
ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

## COMMISSION EUROPÉENNE

**Non-opposition à une concentration notifiée****(Affaire M.8829 — Total Produce/Dole Food Company)****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2018/C 407/01)

Le 30 juillet 2018, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché intérieur. Cette décision se fonde sur l'article 6, paragraphe 1, point b), en liaison avec l'article 6, paragraphe 2) du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil <sup>(1)</sup>. Le texte intégral de la décision n'est disponible qu'en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il pourrait contenir. Il pourra être consulté:

- dans la section consacrée aux concentrations, sur le site internet de la DG Concurrence de la Commission (<http://ec.europa.eu/competition/mergers/cases/>). Ce site permet de rechercher des décisions concernant des opérations de concentration à partir du nom de l'entreprise, du numéro de l'affaire, de la date ou du secteur d'activité,
- sur le site internet EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu/homepage.html?locale=fr>), qui offre un accès en ligne au droit de l'Union européenne, sous le numéro de document 32018M8829.

---

<sup>(1)</sup> JO L 24 du 29.1.2004, p. 1.

**Non-opposition à une concentration notifiée****(Affaire M.9048 — Delta Electronics/Delta Electronics Thailand)****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2018/C 407/02)

Le 24 octobre 2018, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché intérieur. Cette décision se fonde sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil <sup>(1)</sup>. Le texte intégral de la décision n'est disponible qu'en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il pourrait contenir. Il pourra être consulté:

- dans la section consacrée aux concentrations, sur le site internet de la DG Concurrence de la Commission (<http://ec.europa.eu/competition/mergers/cases/>). Ce site permet de rechercher des décisions concernant des opérations de concentration à partir du nom de l'entreprise, du numéro de l'affaire, de la date ou du secteur d'activité,
- sur le site internet EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu/homepage.html?locale=fr>), qui offre un accès en ligne au droit de l'Union européenne, sous le numéro de document 32018M9048.

---

<sup>(1)</sup> JO L 24 du 29.1.2004, p. 1.

**Non-opposition à une concentration notifiée**  
**(Affaire M.9075 — Continental/CITC/JHTD/JV)**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2018/C 407/03)

Le 29 octobre 2018, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché intérieur. Cette décision se fonde sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil <sup>(1)</sup>. Le texte intégral de la décision n'est disponible qu'en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il pourrait contenir. Il pourra être consulté:

- dans la section consacrée aux concentrations, sur le site internet de la DG Concurrence de la Commission (<http://ec.europa.eu/competition/mergers/cases/>). Ce site permet de rechercher des décisions concernant des opérations de concentration à partir du nom de l'entreprise, du numéro de l'affaire, de la date ou du secteur d'activité,
- sur le site internet EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu/homepage.html?locale=fr>), qui offre un accès en ligne au droit de l'Union européenne, sous le numéro de document 32018M9075.

---

<sup>(1)</sup> JO L 24 du 29.1.2004, p. 1.

## IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET  
ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

## COMMISSION EUROPÉENNE

Taux de change de l'euro <sup>(1)</sup>

9 novembre 2018

(2018/C 407/04)

## 1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,1346	CAD	dollar canadien	1,4969
JPY	yen japonais	129,26	HKD	dollar de Hong Kong	8,8843
DKK	couronne danoise	7,4594	NZD	dollar néo-zélandais	1,6815
GBP	livre sterling	0,87053	SGD	dollar de Singapour	1,5627
SEK	couronne suédoise	10,2648	KRW	won sud-coréen	1 278,77
CHF	franc suisse	1,1414	ZAR	rand sud-africain	16,1884
ISK	couronne islandaise	138,50	CNY	yuan ren-min-bi chinois	7,8852
NOK	couronne norvégienne	9,5418	HRK	kuna croate	7,4300
BGN	lev bulgare	1,9558	IDR	rupiah indonésienne	16 661,60
CZK	couronne tchèque	25,936	MYR	ringgit malais	4,7399
HUF	forint hongrois	321,31	PHP	peso philippin	60,256
PLN	zloty polonais	4,2880	RUB	rouble russe	76,4283
RON	leu roumain	4,6570	THB	baht thaïlandais	37,453
TRY	livre turque	6,2261	BRL	real brésilien	4,2540
AUD	dollar australien	1,5663	MXN	peso mexicain	23,0001
			INR	roupie indienne	82,2640

<sup>(1)</sup> Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

**Communication de la Commission conformément à l'article 4, du protocole n° 1 à l'accord intérimaire de partenariat économique entre l'Union européenne et les États d'Afrique orientale et australe, concernant la définition de la notion de «produits originaires» et les méthodes de coopération administrative**

**Cumul entre la République de Maurice et la République du Botswana, la République du Cameroun, la République de Guinée, la République du Kenya, le Royaume du Lesotho, la République de Madagascar, la République du Mozambique, la République de Namibie, la République des Seychelles, la République d'Afrique du Sud, le Royaume d'Eswatini, la République du Zimbabwe et les pays et territoires d'outre-mer du Royaume des Pays-Bas**

(2018/C 407/05)

L'article 4 du protocole n° 1 de l'accord intérimaire de partenariat économique (l'«APE intérimaire») entre l'Union européenne (ci-après l'«Union») et les États d'Afrique orientale et australe («AFOA») <sup>(1)</sup> prévoit un cumul dans les États AFOA.

Ce cumul permet aux exportateurs établis dans un État AFOA d'incorporer dans les produits qu'ils exportent vers l'Union européenne des matières originaires d'autres États AFOA, d'autres États ACP ou de pays et territoires d'outre-mer (PTOM), ou des ouvraisons ou transformations effectuées dans ces pays ou territoires, comme si elles étaient originaires de cet État AFOA ou effectuées dans ledit État.

Pour que ce cumul s'applique, un État AFOA doit répondre aux exigences suivantes:

- conclure un accord de coopération administrative avec les pays et territoires concernés, qui garantisse une application correcte de l'article 4, et
- notifier à l'Union, par l'intermédiaire de la Commission européenne, les détails relatifs à ces accords de coopération administrative.

En outre, les matières et produits doivent avoir acquis le caractère originaire dans les pays concernés par le cumul grâce à l'application de règles d'origine identiques à celles figurant dans le protocole n° 1 à l'APE intérimaire UE-AFOA.

La Commission européenne précise que la République de Maurice a rempli les exigences administratives visées ci-dessus et peut appliquer le cumul prévu à l'article 4 du protocole n° 1 à l'APE intérimaire UE-AFOA, sous réserve du respect des exigences visées à l'article 4, paragraphe 6, point b), à compter de la date de publication de la présente communication, avec les pays ou territoires suivants: la République du Botswana, la République du Cameroun, la République de Guinée, la République du Kenya, le Royaume du Lesotho, la République de Madagascar, la République du Mozambique, la République de Namibie, la République des Seychelles, la République d'Afrique du Sud, le Royaume d'Eswatini, la République du Zimbabwe, Aruba, Curaçao, Saint-Martin et la partie néerlandaise des Antilles (Bonaire, Saint-Eustache et Saba).

La présente communication est publiée conformément à l'article 4, paragraphe 6, point c), du protocole n° 1 à l'APE intérimaire UE-AFOA.

---

<sup>(1)</sup> JO L 111 du 24.4.2012, p. 1.

**Communication de la Commission conformément à l'article 4, paragraphe 17, du protocole n° 1 à l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et les États de l'APE CDAA relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative**

**Notification de la liste des matières originaires d'Afrique du Sud qui ne peuvent pas être importées directement dans l'Union en franchise douanière et sans contingent, auxquelles le cumul prévu à l'article 4, paragraphe 2, du protocole n° 1 à l'accord UE-APE CDAA ne s'applique pas**

(2018/C 407/06)

La Commission européenne publie la liste des matières originaires d'Afrique du Sud qui ne peuvent pas être importées directement dans l'Union européenne en franchise douanière et sans contingent, auxquelles le cumul prévu à l'article 4, paragraphe 2, du protocole n° 1 à l'accord UE-APE CDAA ne s'applique pas.

L'Union européenne a communiqué la liste au secrétariat de l'Union douanière d'Afrique australe et au ministère de l'industrie et du commerce du Mozambique.

La présente communication est publiée conformément à l'article 4, paragraphe 17, du protocole n° 1 à l'accord UE-APE CDAA.

*Note d'information:* les mesures modifiant les niveaux les plus élevés de la structure de la nomenclature douanière (à savoir au niveau des chiffres 2 <sup>(1)</sup>, 4 <sup>(2)</sup>, 6 <sup>(3)</sup> ou 8 <sup>(4)</sup>) sont également applicables à tous les codes des niveaux inférieurs de la structure. Par exemple:

les importations dans l'Union européenne de produits d'Afrique du Sud relevant de la sous-position 0325 54 (première matière de la liste) du système harmonisé (SH) sont soumises à des droits de douane et ne peuvent donc pas, conformément à l'article 4, paragraphe 15, point c), du protocole n° 1, être utilisées aux fins du cumul prévu à l'article 4, paragraphe 2, du protocole n° 1. Cette situation a une incidence sur l'ensemble des codes de la nomenclature combinée et des codes Taric couverts par cette sous-position du SH, qui sont les suivants: 0302 54 11, 0302 54 15, 0302 54 19 10, 0302 54 19 20, 0302 54 19 90 et 0302 54 90.

0302 54 00 00	1604 14 36 00	1905 32 11 00	2007 99 50 67	2204 22 93 10
0302 89 50 00	1604 14 38 00	1905 32 19 00	2008 50 92 00	2204 22 93 20
0303 66 12 00	1604 14 41 00	1905 32 91 00	2008 50 98 11	2204 22 93 30
0303 66 13 00	1604 14 46 00	1905 32 99 00	2008 50 98 13	2204 22 94 31
0303 66 19 00	1604 14 48 00	2007 99 97 32	2008 50 98 15	2204 22 94 11
0303 66 90 00	1604 16 00 00	2007 99 97 33	2008 50 98 19	2204 22 94 21
0304 31 00 00	1604 20 40 00	2007 99 97 35	2008 50 98 91	2204 22 94 61
0304 32 00 00	1604 20 50 10	2007 99 97 37	2008 50 98 93	2204 22 94 71
0304 33 00 00	1604 20 50 19	2007 99 97 38	2008 50 98 99	2204 22 94 81
0304 39 00 00	1604 20 50 30	2007 99 97 39	2008 70 61 00	2204 22 95 10
0304 49 10 00	1604 20 50 40	2007 99 97 40	2008 70 69 00	2204 22 95 20
0304 61 00 00	1604 20 50 50	2007 99 97 41	2008 70 71 00	2204 22 95 30
0304 62 00 00	1604 20 50 90	2007 99 97 42	2008 70 79 00	2204 22 96 11
0304 63 00 00	1604 20 70 00	2007 99 97 44	2008 70 92 00	2204 22 96 21
0304 69 00 00	1701 13 10 00	2007 99 97 46	2008 70 98 00	2204 22 96 31
0304 74 11 00	1701 13 10 00	2007 99 97 48	2008 97 59 00	2204 22 96 61
0304 79 90 00	1701 14 10 00	2007 99 97 52	2008 97 72 00	2204 22 96 71
0304 83 90 00	1701 14 10 00	2007 99 97 57	2008 97 74 00	2204 22 96 81
0304 88 90 00	1701 99 10 00	2007 99 97 62	2008 97 78 00	2204 22 97 10

<sup>(1)</sup> Chapitre SH

<sup>(2)</sup> Position SH

<sup>(3)</sup> Sous-position SH

<sup>(4)</sup> Code NC

0304 89 10 00	1702 30 50 00	2008 30 55 00	2008 97 98 00	2204 22 97 20
0304 89 90 00	1702 50 00 00	2008 30 75 00	2008 99 85 00	2204 22 97 30
0307 52 00 00	1702 90 10 00	2008 40 51 00	2008 99 91 00	2204 22 98 11
0402 10 00 00	1704 10 10 00	2008 40 59 00	2009 11 99 00	2204 22 98 21
0403 10 51 00	1704 10 90 00	2008 40 71 00	2009 71 00 00	2204 22 98 31
0403 10 53 00	1704 90 10 00	2008 40 79 00	2009 79 11 00	2204 22 98 61
0403 10 59 00	1704 90 30 00	2008 40 90 00	2009 79 19 00	2204 22 98 71
0403 10 91 00	1704 90 51 00	2008 50 61 00	2009 79 30 00	2204 22 98 81
0403 10 93 00	1704 90 55 00	2008 50 69 00	2009 79 91 00	2204 29 93 10
0403 10 99 00	1704 90 61 00	2008 50 71 00	2009 79 98 00	2204 29 93 20
0403 90 71 00	1704 90 65 00	2008 50 79 00	2009 90 49 00	2204 29 93 30
0403 90 73 00	1704 90 71 00	1905 40 00 00	2009 90 71 00	2204 29 94 21
0403 90 79 00	1704 90 75 00	1905 90 10 00	2101 11 00 00	2204 29 94 31
0403 90 91 00	1704 90 81 00	1905 90 20 00	2101 12 92 00	2204 29 94 71
0403 90 93 00	1704 90 99 00	1905 90 30 00	2101 12 98 00	2204 29 94 81
0403 90 99 00	1806 10 15 00	1905 90 45 00	2101 20 98 00	2204 29 95 10
0405 10 00 00	1806 10 20 00	1905 90 55 00	2101 30 11 00	2204 29 95 20
0405 20 10 00	1806 10 30 00	1905 90 70 00	2101 30 19 00	2204 29 95 30
0405 20 30 00	1806 10 90 00	1905 90 80 00	2101 30 91 00	2204 29 96 21
0702 00 00 00	1806 20 10 00	2001 90 30 00	2101 30 99 00	2204 29 96 31
0707 00 05 00	1806 20 30 00	2001 90 40 00	2102 10 39 00	2204 29 96 71
0707 00 05 10	1806 20 50 00	2004 90 10 00	2102 10 90 00	2204 29 96 81
0707 00 05 20	1806 20 70 00	2005 20 10 00	2102 20 11 00	2204 29 97 10
0707 00 05 90	1806 20 80 00	2005 60 00 00	2103 20 00 00	2204 29 97 20
0707 00 05 99	1806 20 95 00	2007 10 10 00	2105 00 10 00	2204 29 97 30
0709 91 00 00	1806 31 00 00	2007 91 10 00	2105 00 91 00	2204 29 98 21
0709 93 10 00	1806 32 00 00	2007 91 30 00	2105 00 99 00	2204 29 98 31
0710 40 00 00	1806 90 00 00	2007 99 10 00	2106 90 20 00	2204 29 98 71
0711 90 30 00	1901 10 00 00	2007 99 39 16	2106 90 98 00	2204 29 98 81
0805 10 22 00	1901 20 00 00	2007 99 39 17	2202 99 91 00	2204 30 92 00
0805 10 24 00	1901 90 11 00	2007 99 39 18	2202 99 95 00	2204 30 94 00
0805 10 28 00	1901 90 19 00	2007 99 39 19	2202 99 99 00	2204 30 96 00
0805 21 10 00	1901 90 99 00	2007 99 39 22	2204 21 93 19	2204 30 98 00
0805 21 90 00	1902 11 00 00	2007 99 39 24	2204 21 93 29	2205 10 10 00
0805 22 00 11	1902 19 10 00	2007 99 39 26	2204 21 93 31	2205 10 90 00
0805 22 00 19	1902 19 90 00	2007 99 39 27	2204 21 94 19	2205 90 10 00
0805 22 00 20	1902 20 91 00	2007 99 39 29	2204 21 94 29	2207 00 00 00
0805 22 00 90	1902 20 99 00	2007 99 39 30	2204 21 94 31	2208 90 91 00
0805 29 00 00	1902 30 10 00	2007 99 39 32	2204 21 94 61	2208 90 99 00
0805 50 10 00	1902 30 90 00	2007 99 39 34	2204 21 94 71	2209 00 11 00
0806 10 10 90	1902 40 10 00	2007 99 39 39	2204 21 94 81	2209 00 19 00
0809 10 00 00	1902 40 90 00	2007 99 39 40	2204 21 95 11	2209 00 91 00

---

0809 21 00 00	1903 00 00 00	2007 99 39 43	2204 21 95 21	2209 00 99 00
0809 29 00 00	1904 10 10 00	2007 99 39 44	2204 21 95 31	2905 43 00 00
0809 29 00 00	1904 10 30 00	2007 99 39 46	2204 21 96 11	2905 44 11 00
0809 30 10 00	1904 10 90 00	2007 99 39 47	2204 21 96 21	2905 44 91 00
0809 30 90 00	1904 20 10 00	2007 99 39 54	2204 21 96 31	3302 10 29 00
0809 40 05 00	1904 20 91 00	2007 99 39 56	2204 21 96 61	3809 10 10 00
0811 10 90 00	1904 20 95 00	2007 99 50 41	2204 21 96 71	3809 10 30 00
1108 20 00 00	1904 20 99 00	2007 99 50 42	2204 21 96 81	3809 10 50 00
1302 20 10 00	1904 30 00 00	2007 99 50 43	2204 21 97 11	3809 10 90 00
1302 20 90 00	1904 90 10 00	2007 99 50 45	2204 21 97 21	3824 60 11 00
1517 10 10 00	1904 90 80 00	2007 99 50 47	2204 21 97 31	3824 60 19 00
1517 90 10 00	1905 10 00 00	2007 99 50 49	2204 21 98 11	3824 60 91 00
1604 13 19 00	1905 20 10 00	2007 99 50 51	2204 21 98 21	3824 60 99 00
1604 14 21 00	1905 20 30 00	2007 99 50 52	2204 21 98 31	7603 00 00 00
1604 14 26 00	1905 20 90 00	2007 99 50 53	2204 21 98 61	
1604 14 28 00	1905 31 00 00	2007 99 50 62	2204 21 98 71	
1604 14 31 00	1905 32 05 00	2007 99 50 64	2204 21 98 81	

---

**Communication de la Commission conformément à l'article 4, paragraphe 14, du protocole n° 1 à l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et les États de l'APE CDAA, relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative**

**Cumul entre l'Union européenne, les États ACP signataires d'un APE et les pays et territoires d'outre-mer prévu par l'article 4, paragraphes 3 et 7, du protocole n° 1 de l'accord UE–APE CDAA**

(2018/C 407/07)

L'article 4, paragraphes 3 et 7, du protocole n° 1 de l'accord de partenariat économique («APE») entre l'Union européenne (l'«Union») et les États de la Communauté de développement de l'Afrique australe («CDAA») parties à l'APE<sup>(1)</sup> prévoit le cumul au sein de l'Union.

Ce cumul permet aux exportateurs dans l'Union d'incorporer dans les produits à destination des États de l'APE CDAA des matières originaires soit des autres États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique («ACP») signataires d'un APE, soit des pays et territoires d'outre-mer («PTOM»), ou d'effectuer l'ouvroison et la transformation desdites matières dans ces pays et territoires, comme si elles étaient originaires de l'Union ou y étaient ouvrées.

Pour que ce cumul s'applique, l'Union doit satisfaire aux exigences suivantes:

- conclure un arrangement ou un accord de coopération administrative avec les pays ou territoires concernés, qui garantisse ainsi une application correcte de l'article 4, et
- notifier aux États de l'APE CDAA, par l'intermédiaire du secrétariat de l'Union douanière d'Afrique australe et du ministère de l'industrie et du commerce du Mozambique, des informations détaillées sur ces accords de coopération administrative.

L'Union a conclu des arrangements ou des accords de coopération administrative avec les États ACP signataires d'un APE et PTOM suivants:

- Caraïbes: Antigua-et-Barbuda, le Commonwealth des Bahamas, la Barbade, le Belize, le Commonwealth de Dominique, la République dominicaine, la Grenade, la République coopérative du Guyana, la Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, la République du Suriname et la République de Trinité-et-Tobago,
- Région Afrique centrale: la République du Cameroun,
- Région Afrique australe et orientale: la République de Madagascar, la République de Maurice, la République des Seychelles et la République du Zimbabwe,
- Région Pacifique: l'État indépendant de Papouasie–Nouvelle-Guinée et la République des Fidji,
- Région Afrique occidentale: la République de Côte d'Ivoire,
- PTOM: le Groenland, la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances, la Polynésie française, les Terres australes et antarctiques françaises, Wallis-et-Futuna, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, Aruba, Bonaire, Curaçao, Saba, Sint-Eustatius, Sint-Maarten, Anguilla, les Bermudes, les Îles Caïmans, les Îles Falkland, les Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud, Montserrat, les Îles Pitcairn, Sainte-Hélène et ses dépendances, le Territoire de l'Antarctique britannique, le Territoire britannique de l'océan Indien, les Îles Turks-et-Caïcos et les Îles Vierges britanniques.

La Commission européenne fait savoir que, conformément à ces notifications, l'Union satisfait aux exigences susmentionnées et commencera à appliquer le cumul prévu à l'article 4, paragraphes 3 et 7, du protocole n° 1 à l'accord UE–APE CDAA à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018 avec les États ACP signataires d'un APE et les PTOM énumérés ci-dessus.

La présente communication est publiée conformément à l'article 4, paragraphe 14, du protocole n° 1 à l'accord UE–APE CDAA.

---

<sup>(1)</sup> JO L 250 du 16.9.2016, p. 1924.

## RECTIFICATIFS

**Rectificatif à l'état des recettes et des dépenses de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL) pour l'exercice 2018**

(*Journal officiel de l'Union européenne* C 108 du 22 mars 2018)

(2018/C 407/08)

Page 109, chapitre 1 1, colonne «Crédits 2018»:

*au lieu de:* «3 923 000»,

*lire:* «3 239 000».

Page 109, ligne «Titre 1 — Total», dans la colonne «Crédits 2018»:

*au lieu de:* «4 607 000»,

*lire:* «3 923 000».

Page 110, ligne «Total général», dans la colonne «Crédits 2018»:

*au lieu de:* «9 900 720»,

*lire:* «9 216 720».

---









ISSN 1977-0936 (édition électronique)  
ISSN 1725-2431 (édition papier)



Office des publications de l'Union européenne  
2985 Luxembourg  
LUXEMBOURG

FR